



# Soutien à la grève à France-Télévisions.

## NON aux suppressions d'emploi!

## OUI au rétablissement des financements pérennes du service public!

*L'ensemble des syndicats de France Télévisions appellent à la grève ce jeudi 7 novembre 2013, puis à un rassemblement, devant le ministère de la Culture, au Palais Royal. Les communistes de Paris 15<sup>ème</sup>, où se trouve le siège de FTV apportent leur soutien total à cette lutte.*

En l'espace d'un an, c'est un emploi stable sur 12 qui aura été supprimé. 361 suppressions de poste sont maintenant programmées, sous couvert d'un plan de départs arrangés, « volontaires ».

Pourtant les missions publiques restent inchangées, y compris le développement important et nécessaire du numérique. L'affaiblissement de tous les services, de l'information, des services généraux - la suppression même de certains d'entre eux comme le sous-titrage - ne peuvent qu'entraîner une nouvelle dégradation aussi bien de la qualité des prestations que des conditions de travail, et même des surcoûts.

**Cette politique de déclin du service public est programmée depuis des années**, notamment celui des rédactions de France 3 et celui de la création. Autant de marchés sur lesquels lorgnent les groupes privés. Autant de secteurs idéologiques cruciaux, l'information, la culture sur lesquels le système ne tolère plus un esprit de service public et le pluralisme relatif qu'il garantit. Largement en avance sur le processus, les gouvernements grecs successifs sont arrivés à la fermeture pure et simple de l'audiovisuel public !

**Les « déficits », la nécessaire austérité des dépenses sont toujours le prétexte. Mais en fait, c'est de sabotage des ressources dont il faut parler !**

**En 2008, Sarkozy annonçait la suppression de la publicité après 20h00 sur les chaînes publiques.** En toute hypocrisie puisque dans le même temps, il a permis une extension de la pub sur les chaînes privées (ex : la deuxième coupure des films). Les groupes privés ont ainsi pu consolider leurs comptes malgré la crise en se partageant les ressources du secteur public...

**Au total, dans l'affaire, l'Etat a perdu 746 millions d'euros entre 2009 et 2012, selon le rapport parlementaire du député Rogemont.** C'est la différence entre le manque à gagner publicitaire et le produit des nouvelles taxes créées soi-disant pour le compenser.

**Le nouveau gouvernement continue à faire payer la note, année après année, aux téléspectateurs et à l'entreprise nationale.** En 2013, les premiers ont payé 100 millions d'euros de redevance supplémentaire pour la télévision. France Télévisions a vu sa subvention compensatrice abaissée de 200 millions d'euros, sans compter les gels de crédits.

Maintenant, au nom de ces déficits fabriqués, la direction de FTV taille dans le vif.

**En 2008, l'opposition politique avait alors largement dénoncé l'opération de la droite.** En 2012, le gouvernement avait évoqué l'hypothèse incontournable du rétablissement de la publicité sur les chaînes publiques après 20h00. Mais les nababs de l'audiovisuel privé ont défilé dans les ministères et ont eu gain de cause.

Maintenant, la ministre Filipetti exclut cette solution qui « pourrait déstabiliser le marché ». La présidente du CSA, Mme Sylvie Pierre-Brossolette, l'exclut aussi, estimant ce financement « trop incertain ». Objectivité ou hypocrisie ?

**En 2008, le coup de Sarkozy a fait l'objet d'une puissante opposition de la part des salariés. Leur juste colère et leur détermination n'ont fait que monter depuis.** C'est une force considérable dans un contexte général de contestation de la politique d'austérité au service du capital.

**Avec les organisations syndicales, nous demandons l'annulation** du plan de départ, un plan de titularisation de travailleurs précaires, la négociation d'un projet alternatif de renforcement du service public.

**Comme depuis 2008, pour le financement de France-Télévisions, pour un rééquilibrage du marché de l'audiovisuel, nous demandons le rétablissement des règles précédentes sur la publicité à la télévision,** donc le rétablissement de la publicité le soir sur France Télévisions et l'application des mêmes restrictions protectrices du téléspectateur dans le secteur privé.

C'est une condition pour **une télévision publique ambitieuse, diffusant une information pluraliste, des programmes de culture et de divertissement de qualité, visant une audience maximale, imposant ses critères de qualité au secteur privé.**

---

**Adhérez au PCF ! Organisez votre colère! Faites le choix de la lutte !**

NOM:.....Prénom.....

Adresse:.....

Téléphone/Courrier électronique:.....

**RENVOYER A PCF Paris 15, 130 rue Castagnary, 75015 PARIS, pcfparis15@orange.fr;  
<http://pcf-paris15.over-blog.com/>**

